Jean-Pierre Jessenne, Renaud Morieux et Pascal Dupuy (éd.), *Le négoce de la paix. Les nations et les traités franco-britanniques, 1713-1802*

Martial Gantelet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11900>

DOI : 10.4000/ahrf.11900

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 183-184

ISBN : 978-2-200-92634-2

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Martial Gantelet, « Jean-Pierre Jessenne, Renaud Morieux et Pascal Dupuy (éd.), *Le négoce de la paix. Les nations et les traités franco-britanniques, 1713-1802* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 362 | octobre-décembre 2010, mis en ligne le 25 mars 2011, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11900> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11900>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Jean-Pierre Jessenne, Renaud Morieux et Pascal Dupuy (éd.), Le négoce de la paix. Les nations et les traités franco-britanniques, 1713-1802

Martial Gantelet

RÉFÉRENCE

Jean-Pierre Jessenne, Renaud Morieux et Pascal Dupuy (éd.), *Le négoce de la paix. Les nations et les traités franco-britanniques, 1713-1802*, Paris, Société des études robespierristes, 213 p., ISBN 978-2-908327-55-7, 25 €
25 mars 2011

- 1 Cet ouvrage, fruit d'une journée d'étude tenue à Rouen en 2003, s'inscrit dans la perspective d'une « nouvelle histoire diplomatique ». Il cherche à replacer l'étude des relations franco-britanniques au cours d'un XVIII^e siècle élargi, intégrant Révolution et Empire, sous de nouveaux angles d'attaque. L'ambition, au-delà de l'histoire sociale des négociations, celle des ambassadeurs et des ministres plénipotentiaires particulièrement développée pour le XVII^e siècle, vise à dévoiler les substrats économiques, sociaux et politiques des traités – d'alliance, de paix, d'amitié ou de commerce – signés entre la France et l'Angleterre, de celui d'Utrecht (1713) à la paix d'Amiens (1802).
- 2 Les huit interventions présentées ne peuvent pas répondre à l'ensemble des questions et des pistes ouvertes par une introduction tout autant synthétique que programmatique. Pour autant, il nous semble qu'elles alimentent deux perspectives centrales : celle de la politique extérieure comme vecteur (France) ou témoignage

(Grande-Bretagne) d'une politisation croissante de la population, en particulier des milieux négociants ; celle de la place de la Révolution française comme rupture ou continuité dans une histoire de longue durée, économique et politique, de l'ordre européen.

- 3 La question de l'intégration au débat public des enjeux internationaux traverse la majorité des textes. D'un côté le monde britannique. En Irlande (le traité de commerce de 1786) ou en Angleterre (les nombreux autres traités), la préparation des accords internationaux ainsi que leur application ouvrent un espace à un débat politique d'ampleur. Les controverses circonscrites au parlement sont anticipées et élargies jusque dans les milieux économiques, et la société dans son ensemble – ou du moins les classes moyennes commerçantes de Londres – s'en empare au travers de journaux, de pamphlets et de caricatures. Ces outils de structuration de l'opinion publique révèlent ainsi, à la fois l'homogénéité d'un monde anglo-atlantique, et l'ampleur de sa politisation.
- 4 Du côté français, les affaires internationales contribuent au dévoilement progressif des « mystères de l'État » auprès d'une opinion publique en voie de formation. Edmond Dzienbovski revient ainsi sur les tentatives de 1761 pour mettre un terme à la guerre de Sept ans entre la France et l'Angleterre. Dans un « Mémoire historique » diffusé dans les librairies – les canaux privilégiés des Lumières –, le duc de Choiseul, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, tente de justifier l'échec final des négociations. Il n'hésite pas alors à divulguer quelques pièces officielles choisies pour appuyer son propos. S'il manque le but fixé – la « mobilisation nationale » derrière la monarchie –, l'ouvrage prend place dans le siècle comme un tournant proto-libéral reliant « l'appel à son peuple » de Louis XIV (1709) au « Compte rendu au Roi » de Necker (1781).
- 5 S'impose ainsi, du point de vue l'intégration des questions extérieures au débat public, un net décalage entre la France et l'Angleterre, décalage que les auteurs retrouvent lorsqu'ils abordent la question du « lobbying » économique. Dans le monde britannique, les marchands de lin (Irlande) ou les grands négociants (Angleterre) sont depuis longtemps organisés en groupes de pressions afin de défendre leurs intérêts. Joël Félix éclaire notamment le rôle du *Committee of Canada Merchants* dans le remboursement par la France des « billets du Canada », nom générique pour désigner tous les effets au porteur délivrés dans les colonies par l'intendant français en acquit des dépenses militaires lors de la guerre de Sept ans.
- 6 À l'inverse, pour la France, le cas des marchands normands ou nordistes montre la difficile intégration des milieux commerçants à la prise de décision. Si, sous l'Ancien Régime, les chambres de commerce permettent la prise en compte des intérêts « patronaux », les marchands français de 1786, à l'inverse de leurs homologues britanniques, ne participent pas aux négociations préalables au traité ; même en 1802, ce n'est qu'après la signature de la paix que sont rétablis un Conseil Général du Commerce et des Chambres correspondantes dans les principales villes, structures de consultation supprimées durant la Révolution. Pour autant, par leur mobilisation constante, par leur dénonciation récurrente de la concurrence anglaise, par divers relais sociaux et institutionnels, les milieux marchands parviennent à influencer la décision politique.
- 7 Cette question de la concurrence de l'industrie d'outre-Manche ouvre sur le deuxième pan de l'ouvrage : quelles continuités, quelles ruptures ? De part et d'autre de la Révolution, l'activité commerciale anglaise est constamment qualifiée « d'immense,

énorme [et] prodigieuse » et l'éventualité d'un traité de libre-échange dénoncée comme désastreuse. Fonctionnent cependant deux rêves contradictoires des industriels et négociants français : celui d'une protection nécessaire face à la supériorité de l'appareil productif anglais, couplé à celui d'une liberté d'imitation comme gage de modernisation. Continuité donc en grande partie d'un réflexe acquis : le mercantilisme.

- 8 À l'inverse, la rupture l'emporte pour l'ordre international. Refusant le *topos* d'une « deuxième guerre de Cent ans » qui s'étendrait de la Glorieuse Révolution à Waterloo, Marc Belissa montre au contraire combien l'irruption de la République révolutionnaire a perturbé l'équilibre européen. Malgré des velléités de négociation, toutes achoppent sur la nature du régime français, sur une vision structurelle qui est, du côté anglais, celle d'une lutte « entre la propriété et la force ». Ainsi, tout en ayant fait le deuil d'un possible retour à l'Ancien Régime, c'est-à-dire à la pure et simple société des Princes, les Anglais, de Burke à Pitt, s'avérèrent incapables de concevoir un nouvel ordre hétérogène intégrant la République française.
- 9 Au final, la diversité des éclairages, si elle ne synthétise certes pas des recherches achevées, ouvre cependant la porte à de nouveaux champs d'exploration.